

Brochure n° 3615

**Convention collective nationale**

IDCC : 7014. – **ÉTABLISSEMENTS D'ENTRAÎNEMENT  
DE CHEVAUX DE COURSES AU GALOP**

---

AVENANT N° 20 DU 25 JUILLET 2006 (1)

NOR : AGRS0697134M

IDCC : 7014

---

Entre :

L'association des entraîneurs de galop,

D'une part, et

La fédération générale agroalimentaire CFDT ;

Le syndicat CGT ;

Le syndicat FGTA-FO ;

Le syndicat hippique national CFE-CGC,

D'autre part,

il a été convenu ce qui suit :

**Article 1<sup>er</sup>**

Le texte du paragraphe 2 de l'article 30 des clauses générales, intitulé « Hygiène et sécurité », est annulé et remplacé par le texte suivant :

*« Casque, gilet de protection »*

Tout cavalier d'entraînement susceptible de monter à cheval doit disposer d'un casque et d'un gilet de protection adaptés à sa morphologie. Ils doivent être d'un modèle homologué et sont fournis par l'employeur contre reçu comportant la date de remise.

Bien que l'employeur en ait assuré le coût, chaque cavalier d'entraînement a la jouissance exclusive de son casque et de son gilet de protection.

---

(1) La procédure d'extension de ce texte a été engagée.

En cas de rupture du contrat de travail pour quelque cause que ce soit, le cavalier d'entraînement, s'il désire garder son casque et son gilet de protection, sera redevable à l'employeur, à compter de la date d'affectation du casque et du gilet de protection :

- avant 6 mois : 100 % du prix d'achat ;
- après 6 mois : 50 % du prix d'achat.

Après 2 ans, le cavalier d'entraînement sera définitivement propriétaire de son casque et de son gilet de protection.

Le port du casque et du gilet de protection homologués est obligatoire à l'entraînement, la jugulaire devant être attachée depuis la montée à cheval jusqu'à la descente de cheval. »

## **Article 2**

La date d'application des dispositions ci-dessus est fixée au 1<sup>er</sup> avril 2006.

## **Article 3**

Le présent avenant sera déposé au siège du service départemental du travail et de la protection sociale agricole d'Ile-de-France. Les parties signataires en demandent expressément l'extension à M. le ministre de l'agriculture.

Fait à Chantilly, le 25 juillet 2006.

(Suivent les signatures.)